

Je ne suis pas à un manifeste près ou Pour en finir avec l'industrie culturelle

Sylvain Bélanger

Number 145 (4), 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68396ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bélanger, S. (2012). Je ne suis pas à un manifeste près ou Pour en finir avec l'industrie culturelle. *Jeu*, (145), 26–29.

SYLVAIN
BÉLANGER

JE NE SUIS PAS À UN MANIFESTE PRÈS OU POUR EN FINIR AVEC L'INDUSTRIE CULTURELLE

Une première version de ce texte a été lue lors d'une rencontre de l'Association des compagnies de théâtre (ACT) en janvier 2011.

Au dépôt du dernier budget Bachand, on s'étonnait de l'absence d'engagements significatifs envers la culture. Silence libéral. Aujourd'hui, on décortique les engagements des différents partis en matière de culture et on se scandalise de cette tendance à vouloir encourager les artistes de façon indirecte (et surtout plus défendable) en investissant dans les activités culturelles de nos jeunes et des familles. On gère des portefeuilles. Comme si donner aux artistes, directement, c'était du gaspillage. On ne leur fait pas trop confiance... Sensible à ce silence et témoin de ces stratégies dont l'éloquence ne m'étonne plus, je me demande de quelle façon l'artiste peut jouer du coude et réclamer une place, un rôle qui lui convienne.

On pourrait se scandaliser et envahir la place Émilie-Gamelin en manifestant, en lançant le message que les artistes se soucient du bien commun comme n'importe qui, qu'ils se considèrent au cœur des débats sociaux de par la nature de leur métier et qu'ils ont à cœur les responsabilités sociales et politiques de

la population québécoise à laquelle ils appartiennent et pour laquelle ils travaillent quotidiennement. « Nous faisons partie de, nous nous soucions de ! » Tentative de confirmer notre présence et notre utilité. Pourquoi ? Parce qu'il y a gouffre, coupure, indifférence ou dialogue de sourds ?

Cela fait plus de quinze ans que cette idée d'un gouffre entre art et politique me tracasse, m'achale, m'étourdit. Peut-être que je m'en fais trop avec ça et que je devrais jeter de l'eau froide sur cette obsession pour la calmer ? Peut-être. Mais je suis incapable de l'accepter et, malgré le fait que j'en comprends un tant soit peu les origines, je considère qu'il est important pour un artiste de courir après un idéal. Au sortir de l'école, je fondais une compagnie de théâtre, le Grand Jour, pour tenter de répondre à ma façon à cette obsession qui ne me quitte plus : celle d'être utile, pertinent et éclairant.

Comment s'étonner que, dans l'articulation des programmes des partis politiques comme dans les prises de paroles publiques de nos politiciens et autres « Débats des chefs », la question fondamentale de la culture soit si généralement ignorée ou tenue pour négligeable ? Et que personne ne le souligne ? À part peut-être deux pages de *La Presse* pendant

la dernière campagne électorale qui interrogeait les chefs de partis sur le dernier roman lu, le dernier spectacle vu. C'est comme si parler de culture avec eux, c'était les interroger sur leurs « loisirs » !

Comment s'étonner que la culture soit aujourd'hui articulée et promue comme un secteur de l'économie, une tranche, une section de cuvette de votre portefeuille ? Une part de moi ne s'en étonne plus, car, quand on regarde l'histoire du Québec, on constate que, sous le couvert d'une société ouverte et mobilisée par l'idée de progrès et d'ouverture (et soi-disant obsédée par sa question nationale...), se cache en réalité une société dont les forces souterraines de conformisme, de rigidité et de conservatisme se portent plutôt bien.

Il faut relire entre autres l'historique de nos politiques culturelles des 50 dernières années pour comprendre le voyage entre *Refus global* et *le Facteur C* de Simon Brault. Car, en revisitant l'histoire, beaucoup de choses deviennent limpides. C'est alors que le gouffre devient conséquence directe d'une histoire, d'un chapelet d'événements et de décisions déterminantes

qui ont été prises. Relire donc Télésphore-Damien Bouchard, Georges-Émile Lapalme, Pierre Elliott Trudeau, Liza Frulla, René Lévesque... En lisant, en parcourant certains écrits d'histoire se confirmaient chez moi des intuitions dont la plus forte était celle-ci : comment s'étonner de la place de la culture dans cette société quand nous avons dit oui, un jour, à ce curieux baptême de notre communauté culturelle qui faisait de nous des représentants de « l'industrie culturelle ». La culture est devenue « industrie culturelle »... et les artistes ont dit oui, en quelque sorte, à ça. Le présent nous le prouve.

Alors,

QUAND on refait le chemin,

QUAND on se rappelle que la culture dans le sens propre de définir ce qui constitue une collectivité a été pendant longtemps associée ici aux valeurs morales de la religion catholique,

QUAND on repasse sur la jouissance des propos de *Refus global*,

QUAND on relit le programme politique du Parti libéral écrit par Lapalme sous le gouvernement Lesage et qui donna naissance à ce qu'on appelle la Révolution tranquille,



La Place des festivals du Quartier des spectacles, à Montréal. © Fred.



Les Mutants, mis en scène par Sylvain Bélanger (Théâtre de la Banquette Arrière, 2011). © Bruno Guérin.

QUAND on constate avec stupeur que la culture constitue l'article 1 de ce programme (!) et que c'est sur la vague soulevée par cette figure de proue qu'ont été édifiés les idées et projets de ce bouleversement social, QUAND on tente de s'imaginer une seconde ce que serait la vie d'un artiste aujourd'hui s'il constatait que le parti qui vient de prendre le pouvoir faisait de la culture son article 1, QUAND on s'interroge sur l'incarnation réelle et l'application véritable de cette fière étiquette par ce même gouvernement Lesage et par tous ceux qui lui ont succédé dans les 40 dernières années, QUAND on se rappelle que le relais pris par Lévesque dès la naissance du Parti québécois impliquait la culture dans une idée globalisante, politique, identitaire et nationaliste, QUAND on se rappelle que cette affirmation nationale, qui remonte au chanoine Groulx et qui culminait dans le projet démocratique de la souveraineté de Lévesque,

ET que ce projet reçut une gifle glaciale en mai 80, on comprend peut-être le réflexe d'une ministre de la Culture

de vouloir répondre à la peur du vide et trouver une place pour la culture dans la philosophie du Parti libéral de 1990, « Culture, que faire de toi sinon que de te sauver la face en te conformant aux autres secteurs de l'économie... » et de te baptiser « industrie culturelle » !

Bang ! Le cas est réglé. Une bonne affaire de faite : les uns se sentent faire partie de la *game*, utiles, valorisés et donc rentables comme tout le monde, et les autres sont contents, car ils se disent que nous pourrions désormais juger de ce secteur de l'économie comme de n'importe quel autre... En d'autres mots, les artistes sont remis « à leur place », et le monstre moderne à deux têtes formé de néolibéralisme et de corporatisme s'acquittera de gérer le reste avec des règles qu'on applique pour tout le monde et selon les humeurs appropriées...

Alors, QUAND, faute de plan B, on disait oui à ça, et je pense que c'est là qu'on s'est mis dans la marde, QUAND on disait oui à ça, on acceptait de ne plus parler notre langue,

mais celle de l'économiste, celle qu'entend le payeur de taxes... Dire oui à l'expression « industrie culturelle », c'était accepter d'utiliser une autre langue pour se justifier d'exister, c'était se renier, en quelque sorte.

Je pense que ce fut une grave erreur historique, avec laquelle nous nous débattons aujourd'hui, stoïques et hébétés à la fois, débrouillards mais décalés...

Comment s'étonner que, dès qu'on parle de culture aujourd'hui, on doive absolument justifier par des chiffres, des données fiables et approuvées de retombées économiques et de création d'emplois ? Et ce ne sont pas que les autres qui parlent ainsi des projets artistiques. Les artistes eux-mêmes, eux les premiers, se sentent obligés de justifier la légitimité de leur existence par des arguments économiques. Pendant ce temps, l'artiste ne parle pas art. Il parle économie. Comment s'étonner que la notion de culture, à Montréal en particulier, soit véhiculée par des projets d'ordre touristique ? Pendant ce temps, l'artiste parle encore une autre langue qui n'est pas la sienne. Il parle tourisme. Il a le même discours que ceux qui ont sauvé le Grand Prix de Formule 1, qui envient Toronto et qui envient le budget de ceux qui conçoivent des éclairages à LED dans le Quartier des spectacles...

Les politiques culturelles qui ont succédé à la création du ministère de la Culture pour Lapalme au début des années 60 ont mené tout droit à celle de Frulla en 1990. Cette politique faisait de la culture une tranche de pain blanc égale aux autres dans le monde de l'économie du pays. Parce que ça fait plus *winner*. Parce que c'est cette langue qui est entendue. Et si c'est celle qui est entendue, c'est celle qu'il faut parler, se disent-ils. Les artistes en sont venus à dire oui à ça... et ils se sont peinturés de blanc dans le coin d'un mur blanc.

La culture, déterminant la vie collective d'un territoire, de ses projets identitaires et structurants, est-elle réellement un secteur parmi tant d'autres de l'économie ? Si j'étais baveux, je pourrais même dire que ces politiques culturelles ont davantage profité au secteur de la construction qu'aux artistes eux-mêmes... Le présent le prouve. Les comptes bancaires des uns et des autres, aussi.

Comment s'étonner du fait que nos institutions théâtrales ressemblent davantage aujourd'hui dans leur fonctionnement et leur idéologie à des théâtres privés ? Comment s'étonner qu'on fait la promotion de spectacles aujourd'hui, et non d'art ? Comment s'étonner que les théâtres soient obsédés par le *branding* de leur produit ? Que les jeunes compagnies parlent davantage de leur événement-bénéfice que de la pièce sur laquelle ils travaillent ? C'est toujours pour justifier, dans la langue qui est acceptée et entendue, leur présence publique,

leur privilège de prendre la parole, pour justifier l'argent donné par le contribuable, qui demande des comptes. Je ne dis pas que l'artiste est supérieur à qui que ce soit. Je dis simplement qu'on n'entend pas aujourd'hui sa véritable voix. Il a la voix des mauvaises traductions, des mauvais doublages de films. Je veux que l'artiste parle sa langue. Sa *job*, c'est de déranger le roi et non de se prendre pour lui. C'est d'embrasser le chaos et de le faire chanter. Et non de parler avec sagesse et retenue, en ayant peur de ne pas être pris au sérieux.

Si je n'avais qu'une phrase manifeste à assumer, ce serait de rappeler aux artistes de parler, mais aussi de me jurer à moi-même de parler, en toute occasion, des obsessions personnelles et universelles que j'affronte avec l'art, de parler avec passion de mon « artisanat », de mon métier. Que j'aime. Et ce travail doit s'exercer avec passion si nous désirons que la collectivité vive de projets. J'écoutais Alain Dubuc lors d'une conférence donnée à la BANQ sur l'héritage de la Révolution tranquille. Il affirmait que cette mouvance spectaculaire du début des années 60 répondait à l'époque à une société rigide et conformiste devenue insupportable. Il évaluait que cette effervescence s'était essouffée, et qu'aujourd'hui nous étions revenus à une société consensuelle et conformiste, *straight*, conservatrice et frileuse. « La Révolution tranquille serait-elle inachevée ? » se demandait-il. Forcément.

ELLE SERAIT DONC À RELANCER ? ELLE EST À RELANCER !

Car c'est justement dans ces époques que les manifestes et les révolutions sont principalement nécessaires et souhaitables. Mais la société d'hier, alors insupportable, est aujourd'hui supportée. Et c'est ce qui m'effraie le plus. Cette béatitude autiste. Cette humilité à outrance, devenue déplacée, de ma génération : « Je suis qui, moi, pour prendre la parole ? » Ben justement : « T'es qui ? » C'est ce qui nous intéresse. Mais un manifeste, aujourd'hui, par qui serait-il entendu ? Et dans quelle langue ? Et surtout, sous quel visage doit-il se présenter, en quelle incarnation ? En quels projets ? Comment se rêver, aujourd'hui, dans la réalité ? Il faut d'abord croire que le rêve est une forme de réalité. Et que tout est possible.

Car tout est possible. ■

Diplômé de l'École nationale de théâtre en 1997, **Sylvain Bélanger** est ce qu'il est convenu d'appeler un artiste engagé. Directeur artistique du Théâtre du Grand Jour et cofondateur du Théâtre Aux Écuries, il a été nommé en septembre 2012 directeur artistique et codirecteur général du Théâtre d'Aujourd'hui. Au cours de la saison 2012-2013, trois spectacles qu'il a mis en scène ont pris ou prendront l'affiche : *Yellow Moon* (Théâtre de la Manufacture), *les Mutants* (Théâtre de la Banquette Arrière) et *l'Enclos de l'éléphant* (Théâtre du Grand Jour).